

PRIMATURE

PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

**COMPTE RENDU DU CONSEIL
DES MINISTRES**

(PP-G/TRANS N°010-2023)

Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO

Ouagadougou, le 29 mars 2023

Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou,
le mercredi 29 mars 2023,
en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 13 H 20 mn,
sous la présidence de
Son Excellence le Capitaine Ibrahim TRAORE,
Président de la Transition, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour,
entendu des communications orales,
procédé à des nominations
et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE

Le Conseil a adopté **deux (02) décrets**.

Le premier décret porte approbation des statuts particuliers de l'Institut supérieur d'études de protection civile (ISEPC).

Ce décret vise la relecture du décret n°2016-575/PRES/PM/MATDSI/MAECBE/MINEFID du 1^{er} juillet 2016 portant approbation des statuts particuliers de l'Institut supérieur d'études de protection civile.

L'adoption de ce décret permet une modification des structures organisationnelle et fonctionnelle de l'Institut supérieur d'études de protection civile afin qu'il puisse assurer efficacement ses missions.

Le second décret porte attributions, composition, organisation et fonctionnement de la Commission d'avancement des personnels du cadre de la police nationale.

Ce décret est une relecture du décret n°2019-0392/PRES/PM/MSECU/MINEFID du 06 mai 2019 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de la Commission d'avancement du personnel du cadre de la police nationale.

Cette relecture comporte des innovations majeures. Il s'agit de :

- la possibilité en cas d'empêchement, d'absence ou d'insuffisance de policiers de profil ou de grade requis, de désigner les policiers les plus gradés dans le corps des Commissaires de police pour assurer la présidence de la Commission ou pour être membres dans les formations

devant statuer pour les passages de grades d'Inspecteur et de Contrôleur de police ;

- la prise en compte d'un membre représentant la direction des personnels par formation ;
- l'ouverture de la Commission aux personnels des corps des Officiers et Sous-officiers qui pourront statuer dans les formations traitant des promotions dans les grades inférieurs aux siens.

L'adoption de ce décret permet un meilleur fonctionnement de la Commission, conformément aux dispositions du décret n°2019-0768/PRES/PM/MSECU/MINEFID du 16 juillet 2019 portant modalités et critères d'évaluation et d'avancement du personnel du cadre de la police nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION REGIONALE ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a adopté **deux (02) rapports**.

Le premier rapport est relatif à une demande d'agrément pour la nomination d'un Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Malaisie auprès du Burkina Faso, avec résidence à Dakar au Sénégal.

Le Conseil a marqué son accord pour la nomination de Monsieur **Zainal Izran Bin ZAHARI**, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Fédération de Malaisie auprès du Burkina Faso, avec résidence à Dakar au Sénégal.

Le second rapport est relatif à une demande d'agrément pour la nomination d'un Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République populaire

démocratique de Corée (Corée du Nord) auprès du Burkina Faso, avec résidence à Dakar au Sénégal.

Le Conseil a marqué son accord pour la nomination de Monsieur **CHAE Hui Chol**, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République populaire démocratique de Corée auprès du Burkina Faso, avec résidence à Dakar au Sénégal.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Le Conseil a adopté **un décret** portant approbation des statuts particuliers de la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS).

Ce décret vise la relecture du décret n°95-499/PRES/AGRI-RA du 22 novembre 1995 portant approbation des statuts de la SONAGESS.

L'adoption de ce décret permet à la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire d'assurer efficacement ses missions, conformément aux dispositions du décret n°2000-189/PRES/PM/MICIA du 17 mai 2000 portant statut général des Sociétés d'Etat et aux statuts de l'Acte uniforme révisé de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés commerciales et des Groupements d'intérêts économiques.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le Conseil a adopté **deux (02) décrets** portant respectivement adoption du Guide pour les négociations de Traités d'investissement du Burkina Faso et adoption du modèle national de Traité bilatéral d'investissement (TBI) du Burkina Faso.

L'adoption de ces décrets permet de disposer d'une nouvelle orientation de la politique d'attraction des investisseurs directs étrangers du Burkina Faso et d'une référence pour les acteurs nationaux en charge des négociations bilatérales, régionales et globales.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté **trois (03) rapports**.

Le premier rapport est relatif à **deux (02) décrets** portant respectivement création d'emplois et nomination d'enseignants-chercheurs dans les emplois de Professeur titulaire et de Maître de Conférences à l'Université Norbert ZONGO.

L'adoption de ces décrets permet la création de **trois (03) emplois** de Professeur titulaire, de **six (06) emplois** de Maître de Conférences, **d'un (01) emploi** de Maître-assistant et la nomination de **trois (03) enseignants-chercheurs** dans les emplois de Professeur titulaire et de **six (06) enseignants-chercheurs** dans les emplois de Maître de Conférences à l'Université Norbert ZONGO, pour compter du 28 juillet 2022.

La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Burkina Faso.

Le deuxième rapport est relatif à **deux (02) décrets** portant respectivement création d'emplois et nomination de Chercheurs dans les emplois de Directeur de recherche et de Maître de recherche au Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST).

L'adoption de ces décrets permet la création de **six (06) emplois** de Directeur de recherche, de **quinze (15) emplois** de Maître de recherche, de **onze (11) emplois** de Chargé de recherche et la nomination de **quinze (15) Chercheurs** dans les

emplois de Maître de recherche et de **six (06) Chercheurs** dans les emplois de Directeur de recherche, pour compter du 28 juillet 2022.

La liste de ces nominations sera publiée dans le Journal Officiel du Burkina Faso.

Le troisième rapport est relatif à **un décret** portant organisation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

L'adoption de ce décret permet au ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation d'assurer efficacement ses missions, conformément aux dispositions du décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement et du décret n°2022-0055/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 20 avril 2022 portant organisation-type des départements ministériels.

I.6. AU TITRE DU MINISTERE DE L'URBANISME, DES AFFAIRES FONCIERES ET DE L'HABITAT

Le Conseil a examiné **un projet de loi** portant promotion immobilière au Burkina Faso.

Ce projet de loi a pour but de recadrer le secteur de l'activité de promotion immobilière afin d'endiguer les dérives constatées et d'impacter positivement la politique publique en matière de production de logement dans notre pays. Il comporte plusieurs innovations. Il s'agit entre autres de :

- la redéfinition de la promotion immobilière ;
- l'incessibilité ou l'intransmissibilité de l'agrément de promotion immobilière ;
- la redéfinition de la mutuelle de logement social en remplacement de la coopérative d'habitat ;

- la limitation des superficies aux fins de promotion immobilière ;
- la revue à la hausse des sanctions applicables en cas d'infraction.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission dudit projet de loi à l'Assemblée législative de Transition.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre de la Solidarité, de l'action humanitaire, de la réconciliation nationale, du genre et de la famille a fait au Conseil **deux (02) communications.**

La première communication est relative au bilan de la 15^{ème} édition du Mois de solidarité tenue du 15 décembre 2022 au 15 janvier 2023.

Cette édition a permis de mobiliser en espèces, la somme de **62 635 742 F CFA** et les contributions en nature constituées de vivres et de non-vivres d'une valeur de **36 000 000 F CFA** à la date du 10 mars 2023.

La seconde communication est relative à des visites gouvernementales aux Personnes déplacées internes (PDI) et aux communautés hôtes des communes de Ouahigouya (région du Nord) les 02 et 03 février 2023 et de Fada N'Gourma (région de l'Est) les 23 et 24 février 2023.

Ces visites ont permis de recueillir les préoccupations des PDI et des communautés hôtes dans ces différentes localités et de s'imprégner des difficultés rencontrées par les acteurs humanitaires dans la gestion de la crise.

Dans les différentes localités, la délégation a aussi rencontré les autorités religieuses et coutumières pour leur traduire la reconnaissance du Gouvernement pour l'hospitalité et la solidarité offertes aux PDI ainsi que leur grande implication dans la gestion de la crise humanitaire et sécuritaire.

A l'issue des visites, la délégation a rassuré les communautés de l'engagement du Gouvernement à trouver des solutions idoines pour la sécurisation du pays en vue du retour des Personnes déplacées internes dans leurs localités.

II.2. Le ministre des Sports, de la jeunesse et de l'emploi a fait au Conseil une communication relative à la participation des équipes ou sélections nationales burkinabè aux compétitions sportives internationales.

Ces compétitions concernent :

- le stage préparatoire des Etalons cadets au Maroc en mars 2023, dans le cadre de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) U17 en Algérie ;
- le tournoi de lutte traditionnelle africaine de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu du 15 au 22 mars 2023 à Niamey au Niger avec l'obtention de la médaille de bronze de Monsieur John Franc FOLANE ;
- la double confrontation Burkina Faso-Togo des Etalons séniors dans le cadre des 3^{ème} et 4^{ème} journées des éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2023 à l'issue de laquelle notre pays s'est qualifié pour les phases finales.

Le Conseil a félicité les différents acteurs pour les performances réalisées.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

A. AU TITRE DE LA PRIMATURE

- Monsieur Nebyida Lamech **KABORE, Mle 205 125 A**, Inspecteur des eaux et forêts, catégorie 1, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Autorité nationale désignée du Fonds vert pour le climat ;
- Monsieur Hamadou **NIKIEMA**, Médecin-Officier, est nommé Médecin personnel du Premier ministre ;
- Monsieur Arouna **BOUDA, Mle 247 271 A**, Conseiller des affaires économiques, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur des études, des statistiques et du suivi-évaluation ;
- Monsieur Yampagnongdé Jean François **ZONGO, Mle 247 292 D**, Conseiller en archivistique, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur des archives et de la documentation.

B. AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

- Monsieur Jean-Baptiste **PARKOUDA**, Officier supérieur des forces armées nationales, est nommé responsable du Programme budgétaire « **Pilotage et soutien des structures du MDAC** ».

C. AU TITRE DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

- Monsieur Oumarou **TOE, Mle 55 170 T**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommé Conseiller technique ;
- Monsieur Souleymane **ZOROME, Mle 200 503 W**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions, en remplacement de Monsieur M. Bertrand O. KPODA ;

- Monsieur Seydou **SANO**, **Mle 57 925 F**, Inspecteur du travail, 1^{ère} classe, 8^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions, en remplacement de Monsieur David P. BELEMNABA ;
- Monsieur Iliassa **ROUAMBA**, **Mle 212 418 F**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommé Directeur régional de la Fonction publique du Centre-Est ;
- Monsieur Mahmadi **DIANDA**, **Mle 116 999 X**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur régional de la Fonction publique des Hauts-Bassins ;
- Monsieur Zesso Jean Baptiste **YABRE**, **Mle 324 126 U**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur régional de la Fonction publique du Nord ;
- Monsieur Naboosba **SAWADOGO**, **Mle 237 982 P**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur régional de la Fonction publique du Plateau-Central.

D. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION REGIONALE ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

- Monsieur Amadou **TRAORE**, **Mle 105 165 C**, Conseiller des affaires étrangères, 1^{ère} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Directeur Asie, Moyen-Orient et Pacifique ;
- Monsieur Boulmonli Léonard **LOMPO**, **Mle 104 413 C**, Conseiller des affaires étrangères, 1^{ère} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Directeur des traités et des accords internationaux ;
- Monsieur Issaka **BONKOUNGOU**, **Mle 118 857 X**, Conseiller des affaires étrangères, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Directeur Europe, Amérique, Océanie et Caraïbes ;

- Monsieur Issa **BANCE, Mle 104 410 A**, Ministre plénipotentiaire, 1^{ère} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Directeur des organisations régionales africaines et des communautés ;
- Monsieur Alban **YAMEOGO, Mle 118 850 N**, Conseiller des affaires étrangères, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Directeur des organisations sous-régionales africaines ;
- Monsieur Isidore **TARO, Mle 25 824 Y**, Ministre plénipotentiaire, 1^{ère} classe, 13^{ème} échelon, est nommé Ambassadeur, Inspecteur technique des services.

E. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

- Madame Brigitte Marie Suzanne W. **COMPAORE/YONI, Mle 59 641 G**, Administrateur des services financiers, 1^{er} classe, 11^{ème} échelon, est nommée Conseiller technique ;
- Monsieur Moumouni **TAO, Mle 208 082 H**, Administrateur des services financiers, 1^{ère} classe, 8^{ème} échelon, est nommé Directeur des marchés publics ;
- Monsieur Boubié Gilbert **BAZIE, Mle 244 960 T**, Conseiller en sciences et techniques de l'information et de la communication, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Chef de Département de l'information, de la communication, de la documentation et des archives de l'Unité de partenariat public-privé.

F. AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

- Monsieur Blagnima **TRAORE, Mle 238 620 H**, Administrateur du cinéma et de l'audiovisuel, 1^{er} grade, 6^{ème} échelon, est nommé Secrétaire général du Conseil supérieur de la communication (CSC) ;

- Madame Victoria **OUEDRAOGO/KIBORA, Mle 130 176 X**, Magistrat, catégorie P5, grade exceptionnel, 6^{ème} échelon, est nommée Chargée de missions ;
- Monsieur Bessolé René **BAGORO, Mle 130 248 K**, Magistrat, catégorie P, grade exceptionnel, 4^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions ;
- Monsieur Ulisse Williame **YAMEOGO, Mle 82 14 097 925**, Officier supérieur des forces armées nationales, est nommé Conseiller technique en charge des questions sécuritaires ;
- Monsieur Mathieu Wendpagnagdé **COMPAORE, Mle 200 494 Z**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur des ressources humaines ;
- Monsieur Wendpayandé Jean de Dieu **YELKOUNI, Mle 130 448 C**, Magistrat, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes ;
- Monsieur Mitibkièta Moussa **KABORE, Mle 130 391 H**, Magistrat, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de la justice civile, commerciale, administrative et sociale ;
- Monsieur Pinnagnè Simplicie **BADO, Mle 130 460 B**, Magistrat, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur de la justice pénale et du sceau ;
- Monsieur Tiebile **GANOU, Mle 91 985 E**, Administrateur civil, 1^{ère} classe, 10^{ème} échelon, est nommé Directeur des relations avec l'institution parlementaire ;
- Monsieur Mathieu **LOMPO, Mle 130 434 K**, Magistrat, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur de la justice juvénile ;
- Monsieur Christian Boundjoa **COULIDIATI, Mle 130 507 D**, Magistrat, 1^{er} grade, 1^{er} échelon, est nommé Directeur du contrôle et de la gestion des officiers publics judiciaires ;

- Monsieur Emile Fidèle Conatie **DALA, Mle 130 430 U**, Magistrat, grade terminal, 2^{ème} échelon, est nommé Directeur du développement institutionnel et de l'innovation ;
- Monsieur Sibiry **NEYA, Mle 110 113 V**, Inspecteur divisionnaire de la garde de sécurité pénitentiaire, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommé Inspecteur technique des services ;
- Madame Mariam **DIPAMA/BARRY, Mle 130 463 D**, Magistrat, 1^{er} grade, 2^{ème} échelon, est nommée Chef de département des activités juridictionnelles et de la formation au sein du Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des affaires (CONAHDA) ;
- Monsieur Dapoba **DIARRA, Mle 216 623 J**, Conseiller en Droits humains, 1^{er} grade, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix de la Boucle du Mouhoun ;
- Monsieur Egède Magloire Bark-Wennam **KOUDOUGOU, Mle 36 671 P**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 8^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix du Centre-Est ;
- Monsieur Léon **YAKNABA, Mle 212 249 X**, Conseiller en Droits humains, 1^{er} grade, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix du Centre-Ouest ;
- Monsieur Souleymane **SAWADOGO, Mle 212 245 Y**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix du Centre-Sud ;
- Monsieur Règma **KABORE, Mle 212 237 W**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix de l'Est ;

- Monsieur Madahai Armand **HEMA, Mle 225 897 Z**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix des Hauts-Bassins ;
- Monsieur Seydou **SOURABIE, Mle 225 907 K**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 6^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix du Nord ;
- Monsieur Pié Pascal **TRAORE, Mle 200 422 W**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix du Plateau-Central ;
- Monsieur Woubar **METUOR SOMDA, Mle 238 567 B**, Conseiller en Droits humains, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Droits humains, de la promotion de la citoyenneté et de la paix du Sud-Ouest.

G. AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Monsieur Henri **KABORE, Mle 52 127 L**, Attaché de recherche, catégorie PA, classe intermédiaire, 3^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions ;
- Monsieur Yaya **DRABO, Mle 59 916 D**, Administrateur des services financiers, 1^{er} grade, 7^{ème} échelon, est nommé Directeur de l'administration et des finances du Bureau national des sols (BUNASOLS).

H. AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE

- Monsieur Maurice **ZIDA**, Officier supérieur des forces armées nationales, Professeur titulaire hospitalo-universitaire en chirurgie viscérale, est nommé Conseiller technique en charge des questions sécuritaires.

I. AU TITRE DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DU DESENCLAVEMENT

- Madame Aïcha Hafçatou **NABARE/TOURE**, Mle **216 123 K**, Ingénieur de conception en génie civil, 1^{ère} classe, 7^{ème} échelon, est nommée Chargée de missions ;
- Monsieur Elie **TARPAGA**, Officier supérieur, est nommé Conseiller technique en charge des questions sécuritaires.

J. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES

- Monsieur Lamoussa **BAMOGO**, Mle **56 843 X**, Conseiller en gestion des ressources humaines, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Chargé de missions.

K. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

- Monsieur Jean Calvin **TRAORE**, Officier supérieur des forces armées nationales, est nommé Conseiller technique en charge des questions sécuritaires ;
- Monsieur Boukary **KABORE**, Mle **267 799 K**, Inspecteur de l'environnement, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur général de la préservation de l'environnement.

L. AU TITRE DU MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI

- Monsieur Boubacar **DIARRA**, Officier supérieur des forces armées nationales, est nommé Conseiller technique en charge des questions sécuritaires ;
- Madame Wendguété Valérie **BADOLO/TAPSOBA, Mle 208 171 J**, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1^{er} grade, 8^{ème} échelon, est nommée Chargée de missions ;
- Monsieur Fousséni **DISSA, Mle 212 262 J**, Conseiller en emploi et en formation professionnelle, 1^{er} grade, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur régional de la Jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi des Cascades ;
- Monsieur Madou **COULIBALY, Mle 236 370 N**, Professeur certifié d'éducation physique et sportive, 1^{er} grade, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur régional des Sports et des loisirs du Centre-Nord ;
- Monsieur Bêbê Arnaud **NOUFE, Mle 304 371 X**, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi de la Comoé ;
- Monsieur Adama **KONFE, Mle 220 352 Y**, Conseiller de jeunesse et d'éducation permanente, 1^{er} grade, 4^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial de la Jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi de la Léraba ;
- Monsieur Yacouba **OUEDRAOGO, Mle 98 215 P**, Professeur d'éducation physique et sportive, catégorie 1, 1^{er} grade, 3^{ème} échelon, est nommé Directeur provincial des Sports et des loisirs du Sanmatenga.

III.2. NOMINATIONS DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Le Conseil a procédé à la nomination d'Administrateurs aux Conseils d'administration :

- de l'Office national de sécurisation des sites miniers (ONASSIM) au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité ;
- de l'Ecole nationale de la Garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP) au titre du ministère de la Justice et des Droits humains, chargé des relations avec les institutions ;
- du Fonds de développement de l'élevage (FODEL) au titre du ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques ;
- de l'Agence burkinabè des investissements (ABI) au titre du ministère du Développement industriel, du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises ;
- de l'Université de Ouahigouya au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
- de l'Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural (AGETEER) au titre du ministère de l'Environnement, de l'eau et de l'assainissement.

Le Conseil a également procédé à la nomination d'un Membre au Conseil du Service universel des communications électroniques (CSU) au titre du ministère de la Transition digitale, des postes et des communications électroniques.

Le Conseil a par ailleurs procédé à la nomination du Président du Conseil d'administration de l'Office national de sécurisation des sites miniers.

A. MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE

Le Conseil a adopté **trois (03) décrets**.

Le premier décret nomme les personnes ci-après, Administrateurs au Conseil d'administration de l'Office national de sécurisation des sites miniers (ONASSIM) pour un premier mandat de trois (03) ans.

ADMINISTRATEURS REPRESENTANT L'ETAT

Au titre du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité :

- Monsieur Tiéfi Sié **DABIRE**, Mle **24 342 A**, Contrôleur général de police.

Au titre du ministère de la Défense et des anciens combattants :

- Monsieur Théophile **NIKIEMA**, Officier supérieur des forces armées nationales.

Au titre du ministère de l'Economie, des finances et de la prospective :

- Monsieur Léon **KOULA**, Mle **49 086 M**, Inspecteur du trésor.

Au titre du ministère de l'Energie, des mines et des carrières :

- Madame Hélène **SARE/OUARE**, Mle **105 196 W**, Administrateur civil.

Au titre du ministère de l'Environnement, de l'eau et de l'assainissement :

- Monsieur Nongbila Eugène **BALMA**, Mle **109 226 Z**, Inspecteur des eaux et forêts.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LA CHAMBRE DES MINES DU BURKINA

- Madame Payidwendé Priscille **ZONGO**, Directrice exécutive de la Chambre des mines du Burkina, en remplacement de Monsieur Toussaint BAMOUNI.

Le deuxième décret renouvelle le mandat de Monsieur Mahamadi **DERRA**, **Mle 98 004 Y**, Administrateur civil, Administrateur représentant l'Etat, au titre des Collectivités territoriales au Conseil d'administration de l'Office national de sécurisation des sites miniers (ONASSIM) pour une dernière période de trois (03) ans.

Le troisième décret nomme Monsieur Tiéfi Sié **DABIRE**, **Mle 24 342 A**, Contrôleur général de police, Président du Conseil d'administration de l'Office national de sécurisation des sites miniers (ONASSIM) pour un premier mandat de trois (03) ans.

B. MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS, CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

Le Conseil a adopté **un décret** portant nomination de Monsieur Sandaobila Norbert **SANDWIDI**, **Mle 113 340 P**, Elève Inspecteur de sécurité pénitentiaire, Administrateur représentant les élèves au Conseil d'administration de l'Ecole nationale de la Garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP) pour la durée de son mandat de Délégué général.

C. MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Le Conseil a adopté **un décret** portant nomination des personnes ci-après, Administrateurs au Conseil d'administration du Fonds de développement de l'élevage (FODEL) pour un premier mandat de trois (03) ans.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ORGANISATIONS D'ELEVEURS (BETAIL/VIANDE)

- Monsieur Rayangnewendé Augustin Thierry **KYENDREBEOGO**, Comptable.

ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LE PERSONNEL

- Monsieur Jean Bertrand Kiswendsida **OUEDRAOGO**, Agent de recouvrement.

D. MINISTERE DE LA TRANSITION DIGITALE, DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Le Conseil a adopté **un décret** portant nomination de Monsieur Noé Antonéwendé **TOUGOUMA, Mle 130 527 A**, Magistrat, Membre représentant l'Etat, au titre du ministère de la Transition digitale, des postes et des communications électroniques au Conseil du Service universel des communications électroniques (CSU) pour un premier mandat de trois (03) ans.

E. MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL, DU COMMERCE, DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le Conseil a adopté **un décret** portant nomination de Monsieur Boureima **NABA, Mle 110 106 T**, Economiste, Administrateur représentant l'Etat, au titre du ministère du Développement industriel, du commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises au Conseil d'administration de l'Agence burkinabè des investissements (ABI) pour un premier mandat de trois (03) ans, en remplacement de Monsieur Honoré Kiswendsida KIETYETA.

F. MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Le Conseil a adopté **deux (02) décrets**.

Le premier décret nomme Monsieur Naboosba **SAWADOGO, Mle 237 982 P**, Conseiller en gestion des ressources humaines, Administrateur représentant l'Etat, au titre du ministère de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale au Conseil d'administration de l'Université de Ouahigouya, pour un premier mandat de trois (03) ans, en remplacement de Monsieur Amidou SAWADOGO.

Le second décret renouvelle le mandat de Madame Hagrétou **SAWADOGO/LINGANI, Mle 046 543 U**, Directeur de recherche, Administrateur représentant le Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) au Conseil d'administration de l'Université de Ouahigouya pour une dernière période de trois (03) ans.

G. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil a adopté **un décret** portant nomination de Monsieur Seydou **OUEDRAOGO, Mle 104 656 X**, Administrateur des services financiers, Administrateur représentant l'Etat, au titre du ministère de l'Economie, des finances et de la prospective au Conseil d'administration de l'Agence d'exécution des travaux eau et équipement rural (AGETEER) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le Porte-parole du Gouvernement



Rimalba Jean Emmanuel OUEDRAOGO

*Chevalier de l'Ordre du mérite, des arts,
des lettres et de la communication*